



EUROPE

La crise de Lampedusa, l'échec de Meloni

Plus de 11 000 migrants sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa en moins d'une semaine. Un record absolu, qui illustre les impasses de la politique migratoire de la cheffe d'extrême droite du gouvernement Giorgia Meloni.

Cécile Debarge - 17 septembre 2023 à 11h30

(Ancône, Italie). – Les journaux télévisés ont déjà ouvert leurs éditions du soir lorsque la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni prend la parole, solennellement, sur ses réseaux sociaux. Ce vendredi 15 septembre, sur toutes les chaînes, les mêmes images et les mêmes informations se répètent, en boucle, depuis le début de la semaine. La cheffe de file des Frères d'Italie le sait, elle doit rendre des comptes à ses électeurs. Sur l'île italienne de Lampedusa, ce petit bout de Sicile et d'Europe à 110 kilomètres au nord des côtes tunisiennes, les arrivées de migrants atteignent des records. Plus de 11 000 personnes ont posé le pied sur l'île depuis lundi, dont près de la moitié pour la seule journée de mardi. C'est autant que le nombre total des arrivées en 2019.

« La pression migratoire que l'Italie subit depuis le début de l'année est insoutenable », commence-t-elle. L'air grave, elle défend coûte que coûte sa politique migratoire. Elle, qui avait promis une ligne dure à ses électeurs, elle, qui jurait qu'un « *blocus naval* » permettrait de clore le dossier, se retrouve, un an plus tard, avec des flux migratoires que l'Italie n'avait plus connus depuis 2015 et 2016. Depuis le début de l'année, plus de 127 000 migrants sont arrivés sur les côtes italiennes. C'est près du double des arrivées de l'année précédente à la même période.

Alors, pendant son intervention, elle déroule un discours bien rodé aux airs de justification : une « *conjoncture internationale très difficile* », une « *masse énorme de personnes que l'Italie et l'Europe ne peuvent pas accueillir* » et, surtout, un travail « *structurel* » de son

gouvernement pour « *arrêter en amont les trafiquants d'êtres humains et arrêter l'immigration de masse* ».

L'Italie a réussi à imposer à l'Union européenne un « *nouveau paradigme* », promet-elle. Mais ses mots pèsent bien peu face à la réalité qui s'impose depuis plusieurs semaines : sa politique migratoire est un échec.

En avril, déjà, l'Italie avait déclaré l'état d'urgence pour une période de six mois face à la hausse des arrivées de migrants. Du nord au sud du pays, les centres d'accueil ont alors improvisé pour pousser les murs et trouver une place aux nouveaux arrivants. Qui en montant de grandes tentes de toile devant le centre d'accueil en dur, qui en installant à la hâte des centres d'urgence dans des containers. Des appels d'offres ont été lancés tous azimuts pour monter de nouvelles structures. En vain.

Le budget alloué pour gérer ces centres a encore été revu à la baisse avec un décret-loi de mars dernier. Les intéressés se font rares. Les expulsions de ceux dont la demande d'asile a été rejetée – cette grande promesse de l'extrême droite au pouvoir – restent infimes : 3 200 ces douze derniers mois. À ce rythme, il faudrait 51 ans pour renvoyer dans leur pays d'origine tous les migrants arrivés en Italie au cours de la dernière année, selon les calculs du chercheur Matteo Villa, spécialiste des questions migratoires.

La théorie de l'« appel d'air » mise à mal

Depuis son élection, le pari de Giorgia Meloni est le suivant : ne plus se demander comment gérer l'accueil des migrants, mais faire en sorte qu'ils n'arrivent plus. Le coupable était tout trouvé : les « *taxis de la mer* », ces ONG qui opèrent des sauvetages en mer pointés du doigt par les gouvernements successifs et plus encore depuis l'arrivée au ministère de l'intérieur de Matteo Salvini, en 2018. D'ailleurs, celui qui est devenu ministre des transports n'en démord pas. Ces derniers jours, il l'a répété à l'envi : ces arrivées sont de la faute de l'Allemagne, qui finance des ONG qui amènent des migrants en Italie. Mais le scénario actuel met à mal cette théorie de l'« appel d'air », induit par les sauvetages en mer.

Depuis lundi, le navire *Aurora*, affrété par l'ONG Sea Watch, a débarqué 84 migrants au port de Catane, l'*Ocean Viking* de SOS Méditerranée a amené 68 migrants jusqu'au port d'Ancône, et à Lampedusa, ce sont le *Sea Punk 1*, le *Nadir* et le *ResQ People* qui ont respectivement amené à terre 44, 85 et 96 personnes. Ces chiffres dérisoires sur l'ensemble des personnes arrivées en Italie n'ont rien d'exceptionnel. Selon les chiffres établis par la [fondation Openpolis](#), en 2022, les sauvetages effectués par les ONG ont représenté environ 10 % du total des arrivées. Cet été et ces derniers mois, leur présence en Méditerranée centrale a été réduite à peau de chagrin. Et pourtant, les arrivées ont continué. De manière autonome.

C'est l'une des principales différences avec les années précédentes. Pour beaucoup d'Italiens, les images de ces derniers jours à Lampedusa ont rappelé celles de 2011, pendant les printemps arabes, lorsque les Tunisiens sont arrivés par milliers à bord de petites embarcations de bois. « *Les arrivées enregistrées en Italie cette année sont semblables à celles de 2015 et 2016* », souligne [Flavio Di Giacomo](#), porte-parole pour l'Italie de l'Organisation internationale des migrations, sur le réseau social X (ex-Twitter). « *En 2016, seules 9 440 des 115 000 personnes sont arrivées à Lampedusa de manière autonome, la plupart avaient été sauvées en mer et amenées ensuite dans de grands ports siciliens, plus adaptés à ces débarquements.* » Inévitablement, cela concentre toutes les arrivées au même endroit, une petite île de 7 000 habitants environ, dotée d'un centre d'accueil d'une capacité maximale de 400 personnes. Comme un effet loupe sur la petite île de Lampedusa.

C'est aussi la conséquence du changement de route empruntée en Méditerranée centrale ces derniers mois : la Libye n'est plus qu'un point de départ secondaire, largement dépassé par la Tunisie. Selon les chiffres du ministère de l'intérieur italien, les départs depuis les côtes tunisiennes ont augmenté de 360 % par rapport à 2022. Ces derniers jours, le long du quai Favalaro de Lampedusa, ce sont surtout de petits bateaux de fer qui ont amarré, seuls. Transportant une quarantaine de passagers, en moyenne, ils ont presque totalement remplacé les canots pneumatiques, particulièrement utilisés ces dernières années lors des départs des côtes libyennes.

Ces carcasses rouillées, arrivées par centaines ces dernières semaines, racontent à elles seules l'échec de la stratégie diplomatique de Giorgia Meloni pour limiter les flux migratoires. Car ces petits bateaux de fer, particulièrement dangereux pour les passagers, sont tous partis de Tunisie. Lorsque la météo est clémente et la traversée sans encombre, il leur faut entre huit et dix heures pour rejoindre Lampedusa depuis Sfax. Or, au mois de juillet, l'Union européenne a signé un [memorandum d'entente](#) avec la Tunisie, pour limiter les départs. L'initiative a été fortement soutenue par Giorgia Meloni. Mais, en dépit des promesses diplomatiques, depuis la signature de l'accord, les flux sont restés assez stables.

Un revers politique important pour le gouvernement Meloni.

Ce qui semblait, il y a quelques semaines encore, être une victoire diplomatique pour Giorgia Meloni, apparaît aujourd'hui comme un camouflet *a minima*, comme un « *acte de guerre* » pour le chef de file de la Ligue et allié de gouvernement Matteo Salvini. « *Quand 120 bateaux arrivent en quelques heures, ce n'est pas un épisode spontané, c'est un acte de guerre. 6 000 personnes n'arrivent pas en 24 heures par hasard. Le trafic est organisé en amont, sur les côtes nord-africaines, avec quelqu'un qui finance* », estime le ministre des transports qui remet sur le tapis l'idée de faire intervenir la marine militaire.

Politiquement, le revers est important pour Giorgia Meloni. En prenant soin de ne pas nommer Matteo Salvini à son ministère de prédilection, le ministère de l'intérieur, elle a gardé la main sur un dossier cher à l'électorat de centre-droit. Elle doit aujourd'hui en assumer l'entière responsabilité.

Même si le chef de la Ligue reconnaît que la cheffe du gouvernement « *fait tout son possible* » pour endiguer le flux migratoire, il a multiplié cette semaine les prises de position fermes, là où Giorgia Meloni a privilégié les voies diplomatiques depuis le début de son mandat. Surtout, il a pris soin de rappeler son bilan personnel : « *Quand j'étais ministre de l'intérieur, les arrivées représentaient un dixième de ce que l'on voit aujourd'hui.* » Dans les rangs de la Ligue, les condamnations sont plus fermes. Le maire-adjoint de

Lampedusa, fidèle de Matteo Salvini, demande la démission de l'actuel ministre de l'intérieur. À quelques mois des élections européennes, le parti d'extrême droite entend bien s'imposer comme le seul capable de réduire

les arrivées de migrants sur les côtes du pays.

Cécile Debarge

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel